

"Une place difficile à trouver..."

Entretien avec **Andrée CHAZALETTE**, déléguée régionale
du Fonds d'Action Sociale Rhône-Alpes entre 1984 et 1994

*Propos recueillis par Abdellatif CHAOUITE **

Écarts d'identité : Vous avez une grande expérience, tant institutionnelle que militante dans le domaine de l'immigration et de l'intégration, et à travers cette expérience vous avez pu prendre la mesure de l'évolution et des écarts entre discours et pratiques. Dans le domaine particulier de l'inscription des immigrés ou des populations issues de l'immigration dans le champ politique, quels sont vos constats, vos sentiments...

Andrée CHAZALETTE : Ce qui m'a beaucoup marqué, ces sont les différences dans les quartiers entre la période avant l'arrivée de Mitterrand au pouvoir où des actions fortes, notamment contre la double peine, ont joué un rôle moteur. Des associations s'y constituaient autour de la thématique politique «police/justice». A partir des réactions aux arrestations et aux condamnations se menait une réflexion d'ordre politique. Avant que Mitterrand ne soit élu, il avait rencontré à Lyon les grévistes de la faim et leur avait promis la suppression de la double peine. La Marche des Beurs s'est faite sur une thématique très politique. Elle a abouti, en début de septennat, non seulement sur l'abandon de la double peine, mais aussi sur la carte de dix ans et donc la prise en compte de l'insécurité vécue par de nom-

breux immigrés, leur nécessaire reconnaissance. Avec cette avancée, le mouvement s'est peu à peu éteint.

Quelques années après, on a vu resurgir des associations de jeunes, de femmes autour d'une autre thématique. Il s'agissait d'apporter des réponses à leurs pairs pour leur permettre de mieux trouver leur place dans les quartiers. Rapidement ils se heurtaient aux équipements qui les voyaient comme des concurrents. Les conflits étaient nombreux, ce qui nous a amené, en lien avec la Préfecture, à monter une journée autour de ces questions : "Côte à côte ou dos à dos". Il s'agissait de reconnaître l'intérêt des actions menées pour vivre mieux, sans l'opposer à l'offre institutionnelle. Il y a toujours, qu'il s'agisse des immigrés ou des populations considérées comme défavorisées, une difficulté à entendre leur parole, à comprendre leurs projets, à accepter leurs réponses. On a tendance à leur dire «attendez, ce n'est pas de votre ressort, on est là pour le faire pour vous», ce qui pèse considérablement. Si au moment des grèves de la faim, la journée organisée avec les associations immigrées avait connu un débat général très animé, les ateliers avaient été assez pauvres ; quel-

ques années après, une journée semblable n'a eu qu'un débat pauvre, mais des ateliers sur les réalisations nombreux et animés.

Entre les deux, il y avait eu des acquis fondamentaux sur lesquels on n'avait plus à revenir, il y avait en revanche des batailles à mener pour «trouver sa place ici et maintenant». Ce qui nous renvoie à la place que l'on fait aux immigrés : leur droit à la parole pour défendre leurs positions, leur droit à l'initiative pour répondre aux difficultés qu'ils rencontrent... Il arrive qu'on considère que tout est réglé, qu'il suffit qu'ils occupent la place définie pour eux.

E.d'I. : Mitterrand avait promis le droit de vote des étrangers aux élections locales et cette promesse n'a pas été tenue, avec l'argument que l'opinion n'était pas prête... Comment peut-on interpréter cet argument ?

A.C. : Je trouve qu'il est intéressant de regarder ce qui s'est passé chaque fois que des jeunes ont voulu poser leur candidature à des élections pour répondre à ce qu'on leur disait : «vous êtes Français maintenant, vous n'avez qu'à vous inscrire dans le cadre...». Et on s'aperçoit, sauf exceptions, qu'ils ont été alors utilisés, et pas toujours pour

ce qu'ils pouvaient apporter de mieux, et qu'ils ont très rarement été considérés comme représentatifs de leur groupe et aptes à assumer une place dans la municipalité. Deux explications à cela : le peu de confiance fait aux associations issues du quartier qui font un peu peur. J'ai été très marqué par la difficulté de rencontre entre un maire de gauche, ouvert, et une association de jeunes, consciente de l'importance du politique et désireuse d'apporter une aide et un soutien aux enfants et aux adolescents qu'elle côtoyait. Peur d'être bousculé, de ne plus maîtriser seul le jeu... En contre-partie une confiance sans bornes était faite aux institutions pour apporter des solutions, régler des problèmes... Malgré les échecs, on pense que les services de l'Etat ou des collectivités peuvent prendre efficacement les choses en main.

Il y a deux poids, deux mesures, entre ceux qui cherchent à répondre aux problèmes quotidiens et qui apparaissent parfois dangereux, et ceux qui appliquent d'en haut des directives alors même qu'elles correspondent mal aux réalités du terrain.

E.d'I. : Cette réticence dont vous parlez se décline institutionnellement, dans la prise en compte des réalités... C'est aussi la problématique du multiculturalisme. On a l'impression d'un décalage... Ça me rappelle une formule qui dit : «la politique aujourd'hui, c'est l'art de gouverner la diversité»...

A.C. : Une chose me hérisse, l'idée de mixité sociale, qui tend à devenir une idée maîtresse de la politique de la ville. Les cités ou les banlieues suivant la terminologie choisie connaissent une mixité étonnante : mixité ethnique, mixité

d'origines, y compris chez les nationaux, mais un resserrement de l'échelle sociale qui s'est accru au cours du temps. Nombre de politiques et autres décideurs pensent que ces quartiers ne pourront fonctionner tant que les classes moyennes, seules capables selon eux, de donner l'impulsion, n'y reviendront pas. Et comme ce n'est pas possible en l'état, il est aujourd'hui question de démolition/reconstruction... Or la mixité tant souhaitée ne fait guère partie des désirs de ceux qui ont les moyens de choisir. L'adresse, le logement font partie des éléments de «définition sociale» de chacun. Qui acceptera de la remettre en cause pour aller vivre en banlieue, dans les cités ?

Au nom de la mixité va-t-on condamner à la démolition les quartiers populaires parce que les autres ne veulent pas aller y résider ? J'ai été très marquée par une réunion en Préfecture sur les Contrats de Ville, où après que les maires se soient exprimés sur leurs difficultés vis-à-vis d'une immigration trop nombreuse dans leur population ou l'impossibilité d'accepter des immigrés dans des communes résidentielles compte-tenu des coûts, le préfet m'a demandé ce que j'en pensais. Une seule idée m'est venue en tête : il y a aujourd'hui des gens en trop : les immigrés, les pauvres... Que va-t-on en faire ? Nous nous définissons comme un pays civilisé... Saurons-nous trouver une bonne réponse ? C'est le fond du problème. Les démolitions ne règlent rien.

E.d'I. : Une partie des gens qui vivent dans ces quartiers sont nés là, y ont un ancrage, malgré les difficultés rencontrées, il existe un attachement...

A.C. : Bien sûr, et il s'y passe des choses très intéressantes, mais

on ne voit souvent que le négatif, ce qui ne va pas. Il y a une non-reconnaissance de la capacité à produire du positif à partir de ces populations qui inquiètent. Travaillant dans un quartier dit sensible, dans le cadre d'un «programme global pour les populations les plus en difficulté», je me rends bien compte que le problème ne concerne pas que les immigrés, mais tous ceux dont on considère qu'ils n'ont pas les moyens de participer au mouvement ascendant de notre société, malgré le vote de la loi contre l'exclusion. C'est aujourd'hui un problème de société majeur.

E.d'I. : Une des questions qui revient souvent dans la problématique politique, c'est la question de l'Europe, qui d'une part a permis qu'une partie des anciens immigrés deviennent des Européens, et d'autre part, cela entérine une sorte de discrimination des autres. Et comme en France les non-ressortissants européens sont majoritairement d'anciens colonisés, est-ce qu'il vous semble que le poids de l'histoire continue à peser de manière très ambivalente sur la question de l'inscription des immigrés dans l'espace du politique ?

A.C. : C'est une vraie question. Jusqu'à quand considèrera-t-on que les seuls continents susceptibles de participer à l'évolution du monde sont l'Europe, et bien sûr, l'Amérique ? Avec cette peur que l'Amérique l'emporte et nous impose sa manière de faire. Nous mettons beaucoup de temps à sortir des logiques coloniales, à prendre conscience d'un monde riche de la différence de ses apports...

E.d'I. : Pour revenir aux jeunes qui sont d'ici, majoritairement Français, on a l'impression que la

question du vote est paradoxale puisqu'ils continuent à se heurter à des problèmes d'accès aux droits, de travail, de logement...ils ont en principe théoriquement une des armes, le droit de vote, mais que ce n'est pas une arme utilisée...

A.C. : Il y a un paradoxe d'autant plus évident qu'on ne voit pas les partis qui sont susceptibles de prendre en compte leurs problèmes. Un peu comme si prendre en compte leurs problèmes allait destabiliser la société française. Ce qui est tragique pour les jeunes des quartiers, c'est la question de leur avenir dans cette société, comment on les y prépare, comment on les y entend, comment on leur fait une place...

E.d'I. : *Et comment de leur côté ils essaient de peser sur les choses pour se faire une place et peser sur la dynamique de la société...*

A.C. : Je suis sensible au fait qu'aujourd'hui, sur les questions d'immigration, on entend plus les femmes que les jeunes. Ils font du bruit sur le registre négatif mais on n'a pas su être à l'écoute des mouvements qui pouvaient parler en leur nom, et aujourd'hui c'est le silence. Alors que les femmes continuent à se battre, tout en se heurtant à des difficultés importantes, par exemple les femmes relais à qui on arrive pas à trouver un statut alors qu'elles font un boulot remarquable... On a un peu le sentiment aujourd'hui que les partis se gargarisent de leurs succès, dans la réduction du chômage, mais on oublie toutes ses populations qui ne trouvent pas leur place et qu'on n'aide pas à la trouver. L'école par exemple reste assez ignorante du reste du monde... Un jour un directeur d'école me dit «j'ai que cinq élèves de souche». Je lui dis les potentialités que j'y voyais pour la découverte du monde... Il m'a répondu «je ne sais pas faire». On enseigne des modèles, et comme la réalité n'est pas conforme aux modèles, il y a plein de gens qui sont en manque et qui ne trouvent pas leur place. Et je crois que ça touche directement l'immigration, car pour travailler avec les immigrés il faut faire fi des modèles, il faut peut-être en inventer d'autres avec eux...

E.d'I. : *Certaines municipalités ont organisé des formes de représentativité des étrangers, que ce soit sous la forme de structures consultatives, de conseillers municipaux associés... Qu'en pensez-vous ?*

A.C. : Je pense qu'à un moment donné il faut faire feu de tout bois, et je suis loin de le condamner. Reste qu'il faudrait pouvoir tirer les conséquences de tout cela, et l'intégrer dans le débat sur les possibles, or ce n'est pas le cas. On ne peut refuser aucune expérience, mais cela m'inquiète de voir que certaines sont si souterraines ou si peu connues que ça ne mord pas sur la réflexion collective. C'est un peu dommage car il se fait des choses intéressantes.

E.d'I. : *On assiste à une sorte de schizophrénie du débat : quand on parle de l'immigration, on ne parle pas des immigrés. L'immigration est devenu un thème politique, mais reste un thème fondamentalement juridique...*

A.C. : Tout semble réglé quand les gens ont leurs papiers, alors que tout commence.

E.d'I. : *Qu'est-ce qui fait que dans l'Europe d'aujourd'hui il y ait autant de disparités sur le vote aux élections locales pour les étrangers ? Pourquoi en France ça reste bloqué ? Est-ce le poids de l'histoire ? Ou de ce que l'on pourrait appeler du jacobinisme ? ...*

A.C. : C'est un ensemble. Je crois que le jacobinisme reste fort. Il est symptomatique que malgré tous les débats on avance aussi peu. Beaucoup de positions sont héritées de la Révolution française et de la conception de l'homme qui en est sortie. Un homme abstrait, universel... Les débats sur la parité l'on fait apparaître... Nous sommes dans une société qui pense que tout doit venir d'en haut, que l'Etat par le biais des institutions doit instiller ce qui est utile à tous. Elle a de la difficulté à comprendre qu'il y a une richesse chez les hommes y compris les plus humbles qui peut interpeler et amener à se situer autrement. Ce n'est pas seulement vrai pour les immigrés mais

pour les couches populaires.

E.d'I. : *Du côté des personnes issues de l'immigration, vous parliez au début d'une sorte de recul par rapport à une dynamique politique, ou un engagement politique... Y a-t-il une espèce de frustration, de méfiance par rapport au champ politique ?*

A.C. : Il y a dans l'immigration nombre de gens qui ont conduit des expériences qui se sont révélées sans issue. Ils en ont gardé une certaine frilosité. D'autres heureusement prennent la relève. On n'arrivera pas à «faire nation» ensemble si on n'est pas capable de s'écouter les uns les autres dans une société en mouvement. Ce n'est pas facile... Si on regarde la société française actuelle, on s'aperçoit qu'on n'entend parler que de ceux qui à un moment donné portestaient parce que l'évolution les touche. Le mouvement associatif, une revue comme la vôtre peuvent y aider, qui s'inscrivent à contre-courant en cherchant à porter la parole de ceux qui sont trop souvent réduits au silence.

E.d'I. : *En termes d'avenir, quelle vision en avez-vous ?*

A.C. : On s'en sortira mal si on ne tient pas compte de toutes les forces vives, si avec elles on ne travaille pas à l'élaboration d'une société où chacun pourra trouver sa place. La question est plus que jamais celle des moyens à trouver pour que ceux qui ont peu de pouvoir, peu d'argent, mais des savoirs-faire, des désirs, des envies, puissent se faire une place. Ce n'est pas facile... On va vers un monde qui ne cessera pas d'inquiéter tant qu'il n'arrivera pas à entendre et faire leur place à tous ceux, immigrés ou Français, dont le sort dépend trop uniquement des initiatives de ceux qui ont le pouvoir. ■